

Politique de protection des données

L'association HABITAT & TIC porte une attention particulière à la protection et au respect des droits et libertés

et, plus particulièrement, à la protection et au respect de la vie privée et des données à caractère personnel.

D'une manière générale, l'association s'engage à respecter les droits de la [personne concernée](#) par les [données à caractère personnel](#) faisant l'objet d'un [traitement](#) sous sa responsabilité.

La présente **politique de protection des données** est destinée à informer toute personne en relation avec l'association des moyens mis en œuvre par l'association pour respecter au mieux les textes de référence au regard des risques encourus par les [personnes concernées](#) et des moyens humains et financiers dont dispose l'association.

Les définitions des mots et expressions spécifiques à la protection des données sont regroupées dans le glossaire à la fin de la présente **politique de protection des données**. Ces définitions sont également accessibles en cliquant sur les mots et expressions concernés.

Quels sont les textes de référence ?

Les deux textes de référence en matière de protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont :

- le "Règlement Général sur la Protection des Données" dit "RGPD" (RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL)
- la "Loi Informatique et Libertés" ou "LIL" (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés)

Qui est responsable des données vous concernant ?

L'association **HABITAT & TIC** est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, enregistrée en sous-préfecture d'ÉTAMPES le 27 février 2020 sous le numéro W911005767.

L'adresse du siège social de l'association est : 23 grand chemin de Maisse - 91150 ÉTAMPES.

L'association **HABITAT & TIC** est inscrite au Répertoire des Entreprises et des Établissements sous l'identifiant SIREN 882 569 205 avec le code APE 9499Z (Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire). L'identifiant SIRET du siège de l'association est 882 569 205 00017.

Le [responsable du traitement](#) est l'association en tant que personne morale dûment représentée par les personnes chargées de l'administration de l'association déclarées en préfecture (voir nos [Mentions légales](#)).

A ce jour, les [traitements](#) de l'association entrent dans le cadre des exceptions permettant de ne pas désigner un [délégué à la protection des données](#).

Remarque : les liens proposés vers d'autres sites sont communiqués à titre indicatif et ne sauraient engager la responsabilité de l'association en tant que [responsable du traitement](#).

Pourquoi l'association a-t-elle besoin des données vous concernant et combien de temps l'association conserve-t-elle ces données ?

L'association a besoin de données vous concernant pour mettre en œuvre les actions permettant d'atteindre ses objectifs :

- soutenir les personnes fragilisées par leur situation de handicap ou de précarité sociale,
- accompagner les acteurs et les structures qui les soutiennent,
- mutualiser les connaissances et les pratiques en contribuant aux Communs.

Ces actions impliquent principalement de pouvoir :

- disposer des [données à caractère personnel](#) strictement nécessaires pour communiquer avec les différents interlocuteurs de l'association et répondre à leurs sollicitations (état civil : genre, nom, prénom, adresse postale, numéro de téléphone, adresse électronique).
A l'exception de l'envoi de nos lettres d'informations soumis à votre [consentement](#), ce [traitement](#) ayant pour [finalité](#) la "Gestion d'une base de contacts aux fins de communication et de prospection" a pour [fondement juridique](#) l'[intérêt légitime](#) du [responsable du traitement](#).
Pour cette [finalité](#), les données sont conservées pendant trois ans à l'issue de la dernière relation entre l'association et la [personne concernée](#).
- disposer des [données à caractère personnel](#) strictement nécessaires pour assurer la gestion administrative des membres et donateurs (état civil : genre, nom, prénom, adresse postale, numéro de téléphone, adresse électronique, date de naissance – identité bancaire pour la gestion des cotisations, des dons et des défraiements – données de connexion : identifiant, mot de passe, date et heure de connexion, adresse IP pour la gestion des droits et la sécurisation des données).
Ce [traitement](#) ayant pour [finalité](#) la "Gestion des membres et donateurs" a pour [fondement juridique](#) l'[intérêt légitime](#) du [responsable du traitement](#).
Pour cette [finalité](#), les données sont conservées pendant un an à l'issue de la perte de qualité de membre, sauf accord explicite de la [personne concernée](#). Pour les donateurs, les données sont supprimées après deux sollicitations restées infructueuses.
- disposer des [données à caractère personnel](#) strictement nécessaires pour assurer la "Gestion des ressources humaines". Pour ces [traitements](#), chaque [personne concernée](#) (salarié, stagiaire, volontaire en service civique, bénévole sous convention, ...) est individuellement informée de la liste des [données à caractère personnel](#), des [finalités](#) poursuivies, du [fondement juridique](#) de chaque [finalité](#) et des durées de conservation des données. Pour la mise en œuvre de ces [traitements](#), l'association s'appuie sur le référentiel relatif à la gestion des ressources humaines publié par la [CNIL](#).
- échanger des données avec des partenaires pour faire aboutir les actions (état civil : genre, nom, prénom, adresse postale, numéro de téléphone, adresse électronique et autres données précisées lors de la demande de consentement le cas échéant).
Ce [traitement](#) ayant pour [finalité](#) la "Communication de données à des tiers sans but lucratif " a pour [fondement juridique](#) le [consentement](#) de la [personne concernée](#). Pour cette [finalité](#), les

données sont conservées pendant trois ans à l'issue de la dernière relation entre l'association et la [personne concernée](#).

Certaines actions de l'association nécessitent des données personnelles complémentaires sur votre vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, situation de handicap, ...). Ces [traitements](#) spécifiques vous seront détaillés au fur et à mesure de leur mise en application.

D'où proviennent les données vous concernant ?

Les données vous concernant nous ont été principalement communiquées par vous-même à l'occasion d'échanges avec un des membres de l'association ou par l'intermédiaire d'un formulaire diffusé au format papier ou numérique par l'association.

Lorsque des [données à caractère personnel](#) vous sont demandées par l'association, nous vous informons des raisons pour lesquelles nous collectons ces données et vous demandons, si nécessaire, votre [consentement](#) pour l'utilisation que nous souhaitons en faire.

Lorsque des données vous concernant sont transmises à l'association par d'autres personnes physiques ou morales, nous vous en informons lors de notre premier contact.

Lorsque des données vous concernant sont transmises à l'association par un partenaire dans le cadre d'un projet à l'initiative de ce dernier, l'association s'engage, en tant que [sous-traitant](#), à limiter les échanges de données entre l'association et son partenaire ainsi que les [traitements](#) de ces données aux seules fins de réalisation du projet. Les engagements réciproques de l'association et de son partenaire vis-à-vis des données vous concernant sont formalisés contractuellement.

Lorsque vous accédez à distance aux applications de l'association, des données vous concernant peuvent être nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ces applications. Vous avez alors accès, à tout moment, aux informations spécifiques à chaque application lorsque vous l'utilisez. Par exemple, sur le site Internet de l'application, le lien [Gestion des cookies](#) est disponible en bas de toutes les pages pour vous informer à ce sujet.

Qui a accès aux données vous concernant ?

L'association veille à limiter l'accès aux données vous concernant aux seules personnes qui ont réellement besoin de connaître ces données pour mener à bien les actions qui leur sont confiées.

Toute personne agissant pour le compte de l'association s'engage à respecter la présente **politique de protection des données** et signe un engagement de [confidentialité](#) relatif aux [données à caractère personnel](#).

Les données vous concernant peuvent être communiquées à des [tiers](#) sans aucune contrepartie financière pour l'association, sous réserve de votre [consentement](#).

Les données vous concernant peuvent également faire l'objet de [traitements statistiques anonymisés](#). Sous réserve du strict respect de la législation en vigueur, l'association peut être amenée à transmettre les données vous concernant à des [tiers autorisés](#).

Où sont traitées et stockées les données vous concernant ?

Les données au "format papier" sont stockées au siège de l'association.

L'association procède à une numérisation systématique des données pour les enregistrer sous forme de **fichiers** informatiques. Ces **fichiers** informatiques sont régulièrement sauvegardés.

Toute personne agissant pour le compte de l'association est susceptible d'être en possession temporaire de données au "format papier ou numérique" vous concernant sous réserve d'avoir réellement besoin de connaître ces données pour mener à bien les missions qui lui sont confiées, de respecter son engagement de **confidentialité** et de respecter la présente **politique de protection des données**.

Pour les **traitements** informatisés des données, l'association privilégie l'utilisation des applications open source et des logiciels libres suivants :

- la suite bureautique **LibreOffice** (tableur, traitement de texte, ...),
- l'application **Thunderbird** (messagerie électronique, agenda, ...),
- le logiciel libre **YesWiki** conçu spécifiquement pour faciliter la coopération ouverte et permettant la réalisation de sites internet,
- l'application open source **Paheko** conçue spécifiquement pour optimiser la gestion des adhérents et de la comptabilité des associations,
- la plateforme open source **Nextcloud** conçue spécifiquement pour stocker, organiser, partager des documents et travailler ensemble.

Ces applications sont configurées par des personnes dûment habilitées par l'association. L'association veille à ce que ces personnes s'engagent à respecter la présente **politique de protection des données** et, plus particulièrement, à ce que ces personnes dûment habilitées s'engagent à accéder aux données vous concernant uniquement en cas de nécessité absolue.

Les applications fonctionnant à distance sont installées chez un hébergeur s'engageant à stocker en France les données vous concernant. Les coordonnées de cet hébergeur sont :

- **octopuce** : - Siret : 480 189 067 00048 - NAF-APE: 7022 Z - RCS/RM: Paris B 480 189 067 - SARL au capital de 50 000€ www.octopuce.fr - 09 50 56 80 88 (support technique)

Tout éventuel **transfert** des données vous concernant vers un pays étranger ou **traitement transfrontalier** doit recevoir l'approbation de l'association qui s'engage à vous en informer et à mettre à jour la présente politique de protection des données en conséquence. Par exemple, une personne agissant pour le compte de l'association pourrait avoir besoin, dans le cadre strict de ses missions, de traiter des données vous concernant au cours d'un déplacement hors de France.

Lorsque vous accédez à distance aux applications de l'association depuis un pays hors de l'**Espace Économique Européen**, l'association considère que vous êtes à l'origine du flux transfrontalier d'information et ne peut alors présager du niveau de protection dont bénéficie les données vous concernant lors de ce **transfert**.

D'une manière générale, l'association vous recommande de ne jamais vous connecter à Internet en utilisant un réseau **Wi-Fi** public.

Dans le cas particulier où vous accédez à distance aux applications de l'association, depuis un pays hors de l'**Espace Économique Européen**, l'association vous recommande vivement l'utilisation d'un **VPN**.

Comment pouvez-vous nous aider à prendre soin de vos données ?

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prendre soin des données que vous nous confiez et en assurer la **disponibilité**, l'**intégrité** et la **confidentialité** mais nous ne sommes ni magiciens ni infaillibles !... Si malgré notre vigilance vous constatez une panne d'une de nos applications, une erreur vous concernant, l'apparition d'une information que vous souhaitez garder secrète (ou toute autre bizarrerie plus ou moins désagréable...), vous pouvez nous aider à nous améliorer en nous le signalant par courriel ([vie-privee @ habitat-et-tic.org](mailto:vie-privee@habitat-et-tic.org)) ou par tout autre moyen à votre convenance. Vous pouvez aussi nous aider grâce à vos "bonnes pratiques numériques" que vous pouvez toujours améliorer grâce, par exemple :

Quels sont vos droits et comment pouvez-vous les exercer ?

Vous pouvez nous demander d'accéder, de rectifier ou d'effacer les données vous concernant. Vous pouvez également nous demander de limiter le **traitement** des données vous concernant. Lorsque vous nous avez donné votre **consentement** (par exemple pour recevoir notre lettre d'information ou nous permettre de communiquer des données vous concernant à des **tiers** sans aucune contrepartie financière pour l'association), vous pouvez revenir à tout moment sur votre consentement. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le **traitement** des **données à caractère personnel**, vous pouvez contacter l'association Habitat & TIC par courriel ([vie-privee @ habitat-et-tic.org](mailto:vie-privee@habitat-et-tic.org)) ou par courrier postal (23 Grand Chemin de Maisse – 91150 ETAMPES). Pour plus d'information sur vos droits, vous pouvez consulter le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (<https://www.cnil.fr>). Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits "Informatique et Libertés" ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la **CNIL**.

Mise à jour de la présente politique de protection des données

Nous vous invitons à consulter régulièrement la présente **politique de protection des données** qui est susceptible d'être mise à jour pour tenir compte de l'évolution des actions de l'association et de son système d'information ainsi que des évolutions des textes de références et des recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Glossaire Protection des données

CNIL

Acronyme pour Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

La CNIL a été créée par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

Elle est chargée de veiller à la protection des données personnelles contenues dans les fichiers et traitements informatiques ou papiers, aussi bien publics que privés.

Ainsi, elle est chargée de veiller à ce que l'informatique soit au service du citoyen et qu'elle ne porte atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

La CNIL est une autorité administrative indépendante (AAI), c'est-à-dire un organisme public qui agit au nom de l'Etat, sans être placé sous l'autorité du gouvernement ou d'un ministre. Elle est composée de 18 membres élus ou nommés et s'appuie sur des services.

Elle a un rôle d'alerte, de conseil et d'information vers tous les publics mais dispose également d'un pouvoir de contrôle et de sanction.

Source : <https://www.cnil.fr/fr/cnil-direct/question/la-cnil-cest-quoi>

Confidentialité des données

Assurer la confidentialité des données consiste à s'assurer que l'accès à ces données est limité aux personnes autorisées.

Consentement de la personne concernée

Au sens du RGPD, le consentement de la personne concernée est toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

Cookie

Un cookie est un petit fichier stocké par un serveur dans le terminal (ordinateur, téléphone, etc.) d'un utilisateur et associé à un domaine web (c'est à dire dans la majorité des cas à l'ensemble des pages d'un même site web). Ce fichier est automatiquement renvoyé lors de contacts ultérieurs avec le même domaine. Les cookies ont de multiples usages : ils peuvent servir à mémoriser votre identifiant client auprès d'un site marchand, le contenu courant de votre panier d'achat, la langue d'affichage de la page web, un identifiant permettant de tracer votre navigation à des fins statistiques ou publicitaires, etc.

Certains de ces usages sont strictement nécessaires aux fonctionnalités expressément demandées par l'utilisateur ou bien à l'établissement de la communication et donc exemptés de consentement. D'autres,

qui ne correspondent pas à ces critères, nécessitent un consentement de l'utilisateur avant lecture ou écriture. Source : <https://www.cnil.fr/fr/definition/cookie>

Délégué à la protection des données

Un délégué à la protection des données conseille et accompagne le responsable du traitement qui le désigne. Le RGPD impose la désignation d'un délégué à la protection des données aux autorités publiques, aux organismes publics et aux autres responsables du traitement en fonction des risques que leurs traitements de données à caractère personnel engendrent pour les personnes concernées.

Destinataire de données à caractère personnel

Au sens du RGPD, un destinataire est : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Disponibilité des données

Assurer la disponibilité des données consiste à s'assurer que les données sont accessibles au moment voulu par les personnes autorisées.

Donnée à caractère personnel

Au sens du RGPD, une donnée à caractère personnel est toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable dite personne concernée. Est réputée être une "personne physique identifiable" une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Droits de la personne concernée

Au sens du RGPD, la personne concernée par les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement sous la responsabilité du responsable du traitement dispose, a priori, des droits suivants au sujet des données faisant l'objet du traitement : transparence sur les données et les traitements, information sur les données et les traitements, accès aux données, rectification et effacement des données, limitation du traitement, portabilité des données, opposition au traitement, opposition au profilage. L'application des droits de la personne concernée est dépendante du fondement juridique sur lequel se base le traitement.

Espace Économique Européen

L'Espace Économique Européen regroupe les pays membres de l'Union Européenne (UE) et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui ne veulent pas ou ne sont pas prêts pour entrer dans l'UE. Depuis l'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'UE en 1995, les pays membres de l'AELE sont l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège (avril 2022).

Fichier

Au sens du RGPD, un fichier est : tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Finalité d'un traitement

Au sens du RGPD, les données à caractère personnel doivent être "collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités". Exemples de finalités selon la définition d'un traitement : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Fondement juridique d'un traitement

Au sens du RGPD, un traitement de données à caractère personnel doit être licite, c'est-à-dire reposer sur un fondement juridique qui détermine les modalités d'application des droits de la personne concernée. Les fondements juridiques reconnus par le RGPD sont le consentement de la personne concernée, un contrat (ou un pré-contrat) entre la personne concernée et le responsable du traitement, une obligation légale du responsable du traitement, la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique, une mission d'intérêt public du responsable du traitement, un intérêt légitime du responsable du traitement.

Intégrité des données

Assurer l'intégrité des données consiste à s'assurer que les données sont exactes et complètes et que toute modification légitime ou illégitime peut être corrigée.

Intérêt légitime du responsable du traitement

Au sens du RGPD, la notion d'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ou par un tiers est relativement vague. Néanmoins, les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant, prévalent sur les intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers à l'exception des traitements effectués par les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions.

Personne concernée (par des données à caractère personnel)

Au sens du RGPD, une personne concernée est une personne physique identifiée ou identifiable directement ou indirectement par des données à caractère personnel telles qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Pseudonymisation

Au sens du RGPD, la pseudonymisation est :le traitement de données à caractère personnel de telle façon que celles-ci ne puissent plus être attribuées à une personne concernée précise sans avoir recours à des informations supplémentaires, pour autant que ces informations supplémentaires soient conservées séparément et soumises à des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir que les données à caractère personnel ne sont pas attribuées à une personne physique identifiée ou identifiable.

Responsable du traitement

Au sens du RGPD, le responsable du traitement est la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Remarque : un responsable du traitement peut également être un sous-traitant pour le compte d'un autre responsable du traitement.

Sous-traitant

Au sens du RGPD, le sous-traitant est :la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.Remarque : un sous-traitant est généralement également un responsable du traitement dans le cadre des activités qu'il réalise pour son propre compte.

Tiers

Au sens du RGPD, un tiers est :une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel.

Tiers autorisé

Au sens de la CNIL, un tiers autorisé est :une autorité publique ou un auxiliaire de justice qui peut accéder à certaines données contenues dans des fichiers publics ou privés parce qu'une loi l'y autorise expressémentquelques exemples de tiers autorisés :L'administration fiscale.Les organismes de sécurité sociale, dans le cadre de la lutte contre la fraude, et les organismes en charge de l'instruction, du versement et du contrôle du RSA.Les administrations de la justice, de la police et de la gendarmerie.Les huissiers de justice.

Traitement

Au sens du RGPD, un traitement est toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou

l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction (ces exemples constituent des finalités de traitement).

Traitement statistique anonymisé

Au sens du RGPD, un traitement statistique anonymisé est : un traitement d'informations rendues anonymes à savoir des informations qui ne permettent pas ou plus d'identifier les personnes concernées dont les données à caractère personnel sont utilisées à des fins statistiques.

Transferts de données ou traitement transfrontalier

Au sens du RGPD, la notion de transfert de données n'est pas définie en tant que telle mais est à comprendre comme un traitement transfrontalier ou, autrement dit, un échange de données numériques entre deux pays.

Violation de données à caractère personnel

Au sens du RGPD, une violation de données à caractère personnel est : une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

VPN (réseau privé virtuel)

En informatique, un réseau privé virtuel^{1,2} (RPV) ou réseau virtuel privé² (RVP), plus communément abrégé en VPN³ (de l'anglais : virtual private network), est un système permettant de créer un lien direct entre des ordinateurs distants, qui isole leurs échanges du reste du trafic se déroulant sur des réseaux de télécommunication publics.

On utilise notamment ce terme dans le télétravail, ainsi que dans le cadre de l'informatique en nuage (cloud).

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Réseau_privé_virtuel

Wi-Fi

Le (ou la) Wi-Fi, aussi orthographié wifi¹, est un ensemble de protocoles de communication sans fil régis par les normes du groupe IEEE 802.11 (ISO/CEI 8802-11). Un réseau Wi-Fi permet de relier par ondes radio plusieurs appareils informatiques (ordinateur, routeur, smartphone, modem Internet, etc.) au sein d'un réseau informatique afin de permettre la transmission de données entre eux.

Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Wi-Fi>